



Localisation des OMD: Développement Local, Impact Global

18 - 19 avril, 2007
Nairobi, Kenya

Rapport

« Il est important de se rendre compte que, bien que les OMD soient mondiaux, c'est au travers d'actions locales qu'ils peuvent être réalisés le plus efficacement. En effet, c'est à ce niveau que les inégalités entre les habitants d'une ville peuvent être abordées. L'eau potable et l'électricité sont fournis au niveau local, ainsi que d'autres services tels que les soins de santé, l'éducation, l'enlèvement des ordures, les produits alimentaires vendus sur les marchés. Dans chaque ville ou village, il y a une réalité locale à prendre en compte et les OMD doivent être adaptés pour faire face à cette réalité. De plus, c'est la seule voie pour profiter au maximum du capital social local et pour faire participer la communauté. Bien sûr, les plans et les actions au niveau national sont cruciaux. Pourtant, l'expérience démontre que, pour réussir, les plans nationaux doivent être liés aux réalités locales et aux gens qu'ils servent. »

Allocution de bienvenue du Dr. Oyeyinka Oyebanji (Directeur de la Division du suivi et de la recherche, UN-HABITAT)

1. Introduction

Les 18 et 19 avril, le PNUD et la SNV - en partenariat avec l'ONU-HABITAT et le FENU - ont organisé l'atelier d'échange « Localisation des OMD: Développement Local, Impact Global ».

L'atelier s'est fondé sur l'hypothèse que les OMD ne seront pas atteints s'ils ne sont pas mis en action au niveau local ; un processus qui implique l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de développement local pour achever les OMD, ou plus spécifiquement, pour réaliser les cibles des OMD, adaptés au niveau local.

Pendant deux jours de discussions et débats intensifs, les participants ont partagé leurs expériences et ont discuté des preuves empiriques de la « valeur ajoutée » des efforts pour localiser les OMD, essentiellement dans les domaines de la planification participative, budgétisation, mise en œuvre, réplication, suivi et évaluation. Ils ont également identifié et se sont accordés sur les besoins prioritaires pour appuyer la mise en œuvre et la réplication des initiatives de localisation.

Plus de 80 participants ont assisté à l'atelier, dont des responsables des gouvernements locaux et nationaux, des représentants de la société civile et des membres de la communauté internationale du développement. Les représentants des partenaires - la SNV, le PNUD, l'ONU-Habitat et le FENU- incluaient quant à eux des directeurs régionaux et des conseillers au niveau national, ainsi que des représentants des sièges impliqués dans l'appui à la localisation des OMD.

Ce rapport tente de distiller les messages clés des différentes séances de l'atelier. Etant un résumé, il ne saisit pas tous les détails ni la richesse des différents échanges. Pour ce, veuillez visiter le site web de l'événement (www.undp.org/capacity) pour obtenir un agenda détaillé ainsi



que les présentations et contributions des participants. Une liste des participants est également disponible sur le site.

1^{ière} JOURNEE: CE QUE NOUS AVONS APPRIS JUSQU'ICI

La première journée de l'atelier (le 18 avril) s'est focalisée sur le partage des expériences et le partage des leçons apprises. Après une discussion en plénière – avec des interlocuteurs du PNUD, de la SNV, de l'ONU-Habitat et du FENU – les participants se sont divisés en trois groupes de travail thématiques.

Table ronde : Faire les liens entre la localisation des OMD, la décentralisation, et la gouvernance locale

Quatre interlocuteurs (de la SNV, du PNUD, du FENU et de l'ONU-Habitat) ont été lancés la discussion concernant la valeur ajoutée de la localisation des OMD. Ils ont également présenté l'approche de leur organisation et les défis à relever.

Les points clés de la discussion :

- Du point de vue thématique, les OMD et la localisation des OMD n'apportent rien de nouveau. Toutefois, ils fournissent un cadre global, délimité dans le temps, et centré sur l'action, ainsi qu'un agenda ambitieux pour accélérer et mesurer le progrès vers les objectifs du développement.
- Les OMD présentent l'opportunité de renforcer le lien entre le niveau national et local. Cependant, dans la pratique, ceci n'est pas toujours le cas. Le degré des réformes de l'administration territoriale et l'équilibre des pouvoirs entre les niveaux central et local sont des déterminants clés dans cette relation. Le suivi et les systèmes d'information utilisés pour mesurer les progrès peuvent contribuer au rapprochement entre ces deux niveaux.
- En l'absence de capacités, les investissements n'apporteront pas les résultats désirés. Néanmoins, ces capacités ne seront pas développées sans investissements. Ce paradoxe doit être résolu.
- La planification et le suivi se trouvent au centre des préoccupations, au détriment de la mise en œuvre.
- La réplication des activités est un autre défi à aborder. Ceci exige de bonnes stratégies, du « leadership » efficace, et suffisamment de ressources pour investir.
- L'approche territoriale peut être utile dans la discussion de l'augmentation d'échelle des services de base, mais moins utile en abordant les sujets de la production et l'accès aux marchés.

1^{ier} Groupe de travail : La planification participative et la budgétisation de la localisation des OMD

Le premier groupe de travail s'est penché sur la question de la planification et de la budgétisation.

Les présentations ont porté sur :

1. La participation civique dans le suivi des OMD et de la NSSD (Stratégie nationale du développement social et économique) 2005-2007 en Albanie
2. Le cas des autorités gouvernementales locales en Tanzanie
3. Le projet d'opérationnalisation des OMD au Népal
4. Le cas de la municipalité urbaine de Tahoua (Niger)
5. Le cas de Guiguiné au Sénégal

Les observations suivantes ont été faites :

- La dernière décennie était la décennie de la planification et de la mobilisation. La décennie actuelle pourrait devenir la décennie « de la mise en œuvre ».
- Les processus de planification participative doivent être gérés de manière à aboutir à des plans réalistes et pertinents, et à minimiser le risque de créer des attentes ne pouvant être satisfaites. Les plans doivent être basés sur des informations exactes, une bonne facilitation (et non pas la « faci-pulation » ou capture par les élites) et des bonnes données de base.
- Les processus qui vont de « haut en bas » et ceux qui vont de « bas en haut » sont souvent déconnectés les uns des autres, suggère un désordre au niveau intermédiaire.
- L'importance de la planification et la budgétisation pour des communautés durables et pour le développement économique local ne doivent pas être négligés. Il est nécessaire d'augmenter les opportunités économiques afin que les gens puissent être autosuffisants, et pour qu'ils soient moins dépendants des sources de financement externes.

- L'engagement et la participation doivent être renforcés. L'accès à l'information pour les membres d'une communauté, à propos de leur propre communauté (comparée aux autres), peut déclencher la mobilisation et l'action communautaire.
- La valeur ajoutée de la société civile a été remarquée par sa contribution à une meilleure pertinence, ainsi que dans le ciblage et la réplication des plans.
- La localisation des OMD peut être poursuivie à travers une combinaison d'approches : planification avec les autorités locales (approche géographique), approche sectorielle (ex. : la santé), et projets d'« impact rapide » (*quick-win*).

2^{ème} groupe de travail : La mise en œuvre et la réplication de la localisation des OMD

Les présentations ont porté sur :

1. Le programme pour la décentralisation et le soutien au développement local au Yémen
2. Le projet des Villages du Millénaire (Millenium Villages)
3. Une citation spéciale sur les innovations dans les capacités locales pour les OMD, présenté par la fondation Galing Pook (Les Philippines)

Durant la discussion, un certain nombre de facteurs de succès pour la mise en œuvre de la localisation des OMD ont été discutés :

- Appropriation et support de la population/communauté (planification participative)
- Une base légale solide (réforme en faveur de la décentralisation)
- Une analyse soignée de ce qui existe déjà
- Un système efficace de fourniture des services de base par les gouvernements locaux/au niveau local
- Des partenariats entre les différents niveaux et parties prenantes et un niveau administratif où la planification locale et nationale peuvent se retrouver (ex. : au niveau du district ou de la province)

Les facteurs de succès pour la réplication des initiatives incluent/supposent :

- La réussite de la phase de mise en œuvre
- La disponibilité des ressources (financières) requises (au niveau local, national ou externe)
- L'impact des activités mises en œuvre pendant la phase initiale est connu
- Les efforts de mobilisation ont été faits afin de créer un soutien significatif pour la réplication, l'élargissement et l'approfondissement des initiatives existantes, ainsi que les changements de politique et le développement d'un programme national où approprié.
- L'existence d'un système de gouvernement local opérationnel et efficace
- Une volonté politique et une confiance de la part des populations dans le processus de réplication.

3^{ème} groupe de travail : Le suivi et l'évaluation de la localisation des OMD

Les présentations ont porté sur :

1. Le suivi des OMD dans la région du Lac Victoria : Initiative d'eau et d'assainissement
2. L'expérience du suivi des OMD au Rwanda en utilisant le système de gestion des informations (*Management Information System – MIS*) du FENU
3. Le cas de la municipalité de Nakuru au Kenya

Le groupe a discuté d'une variété de questions, notamment :

- Comment s'assurer que le suivi et l'évaluation puissent fournir des informations durant le processus de prise de décision ?
- Quelles sont les capacités requises et comment peuvent-elles être développées (ex. compétences statistiques)?
- Quelle est la quantité optimale de données à collecter?
- Qui confère la légitimité au système de suivi (et ses résultats) ?
- Comment ventiler les données nationales au niveau local ?

Le groupe a également identifié les éléments nécessaires d'un suivi efficace :

- Des données (de base) précises et de qualité reflètent la réalité de terrain
- Des instruments de suivi légitimes qui ont un soutien politique et législatif
- L'harmonisation des outils (qualitatifs/quantitatifs, simples/sophistiqués)
- La cohérence de l'approche et des indicateurs aux niveaux local et international

- Des liens entre les systèmes de suivi national et local
- Des sources de financement locales pour éviter la dépendance sur le financement externe
- L'engagement des communautés locales à travers des consultations

2^{ème} JOURNEE : LE CHEMIN DE L'AVANCEMENT

La deuxième journée (le 19 avril), les participants sont revenus en plénière pour une discussion « café mondial » portant sur la réplification des efforts de localisation des OMD. La séance a plus particulièrement porté sur : les types d'initiatives qui présentent un potentiel intéressant pour la réplification; les goulets d'étranglement et les besoins existants ; les rôles que de diverses personnes et organisations pourraient et devraient jouer dans ce processus.

Ce dernier point a été discuté en plus de détail dans la séance suivante, où les participants ont été encouragés à faire des suggestions et de prendre des engagements concrets pour faire avancer l'agenda de la localisation. Après un résumé présenté par la SNV et le PNUD, Dr. Edward Sambili, Secrétaire Permanent du Ministère de la Planification et du Développement National de la République du Kenya, a présenté l'allocution finale au nom du Ministre, Hon. Henry Obwocha.

De ces différentes discussions et réflexions, un certain nombre de leçons peuvent être tirées :

- **Types d'initiatives qui méritent d'être répliquées:** les processus de planification intégrée basés sur une large participation des parties prenantes, les projets pilotes et les initiatives communautaires qui offrent des résultats et un effet rapide, ainsi que les projets et programmes qui soutiennent les stratégies nationales pour la décentralisation et le développement local.
- **Mobilisation et sensibilisation:**
 - Les autorités nationales et locales doivent pouvoir comprendre le sens des OMD et les raisons pour lesquelles il est nécessaire de les localiser. Ceux-ci, à leur tour, doivent pouvoir expliquer cela en termes clairs et simples à leurs populations en mettant l'accent sur les avantages que les OMD peuvent apporter au niveau local. Les organisations de la société civile peuvent aussi jouer un rôle important dans ce processus.
 - Montrer des résultats concrets, par exemple au travers des projets pilotes qui offrent des bénéfices rapides, par une ont montré de l'impact, incluent la documentation rigoureuse et complète des succès et des leçons tirées, des visites d'échange pour permettre aux autorités locales de prendre connaissance d'expériences extérieures.
- **Coordination et cohérence**
 - Une meilleure coordination et une plus grande cohérence sont nécessaires pour que les OMD soient atteints. Ceci implique plusieurs niveaux : entre les secteurs au niveau national ; entre les niveaux national, régional, et local ; et entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé ; entre les gouvernements nationaux et les bailleurs de fonds ainsi qu'au sein de la communauté du développement.
 - Pour assurer la cohérence, les mandats des différents acteurs doivent être clairs et bien compris par tous. Les mandats des gouvernements nationaux et locaux doivent être bien établis, y compris les flux de ressources et les responsabilités respectives.
 - Concernant la communauté du développement et les bailleurs de fonds, au niveau national, des réunions de coordination des donateurs (en accord avec la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement) et des partenariats entre les organisations dont les mandats sont semblables, peuvent promouvoir une plus grande efficacité et plus de cohérence dans les politiques et les programmes.
 - Un système commun pour le suivi (tel DevINFO, qui est disponible et gratuit) peut aider à suivre le progrès, ajuster les plans, délimiter les priorités, et assurer le suivi de l'appui budgétaire.
- **Ressources financières**
 - L'accès aux ressources financières est un souci majeur dans la mesure où un grand nombre de pays comptent beaucoup sur les fonds d'APD (Aide Publique au Développement), lesquels n'augmentent pas comme prévu. De plus, en dépit des

réformes du secteur public, les fonds ne sont pas toujours transférés du niveau national au niveau local.

- Certains partenaires peuvent jouer un rôle pour obtenir les ressources nécessaires :
 - Les gouvernements nationaux et locaux doivent se mettre d'accord sur les transferts fiscaux qui permettent aux gouvernements locaux d'effectuer leur mandat. Les gouvernements locaux doivent établir des systèmes pour suivre les dépenses publiques, ce qui aidera à améliorer la responsabilité et la transparence et encouragera la participation des ménages (paiement des impôts).
 - Les bailleurs bilatéraux et multilatéraux fournissent l'APD de plus en plus en forme de soutien direct aux budgets. Ils ont besoin d'établir des mécanismes pour assurer que les fonds soient adéquatement transférés au niveau local, pour s'aligner sur la déclaration de Paris concernant l'efficacité de l'aide au développement, et pour clairement s'orienter vers le soutien au développement social et économique au niveau sous-national.
 - Le secteur privé peut soutenir des initiatives d' « impact rapide », tel que la fourniture de moustiquaires imprégnées et de médicaments génériques, soit directement soit en partenariat avec les gouvernements.
- **Le développement des capacités** continue à être une priorité des bailleurs de fonds et des gouvernements. Il est nécessaire de procéder à l'évaluation détaillée des besoins et à une estimation financière des ressources nécessaires pour atteindre les OMD. Ceci aidera à guider la mobilisation des ressources, ainsi que les gouvernements et leurs partenaires à identifier les priorités.
 - Les capacités clés sont : la planification, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi des plans de développement locaux, la gestion et le développement de partenariats avec de multiples parties, basés sur les principes de l'égalité entre partenaires mutuellement responsables.